

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 25 au 31
octobre 2019

Argentine

Le candidat d'opposition Alberto Fernandez élu dès le premier tour le 27/10 (Cristina Kirchner sera sa vice-présidente), réaction tempérée des marchés

La BCRA a resserré le contrôle des changes : *cepo* à 200 USD par personne et par mois

Politique monétaire : baisse du taux directeur plancher et début de demantèlement des titres de la Banque centrale LELIQ

Poursuite de la contraction du pouvoir d'achat des salariés au mois d'août : les salaires ont crû de +2,4% en g.m. (contre +4% pour l'IPC)

Budget 2019 en hausse de 680 Mds ARS

Chili

Remaniement ministériel et mesures en réponse à la crise sociale

Conséquences économiques de la crise sociale

Annulation de la COP25 à Santiago du Chili, qui était prévue du 2 au 13 décembre

Baisse du taux directeur à 1,75%

Hausse de 600 MUSD du déficit primaire

Paraguay

Conclusion d'un accord de libre-échange dans le secteur automobile

Projet de loi de finances 2020

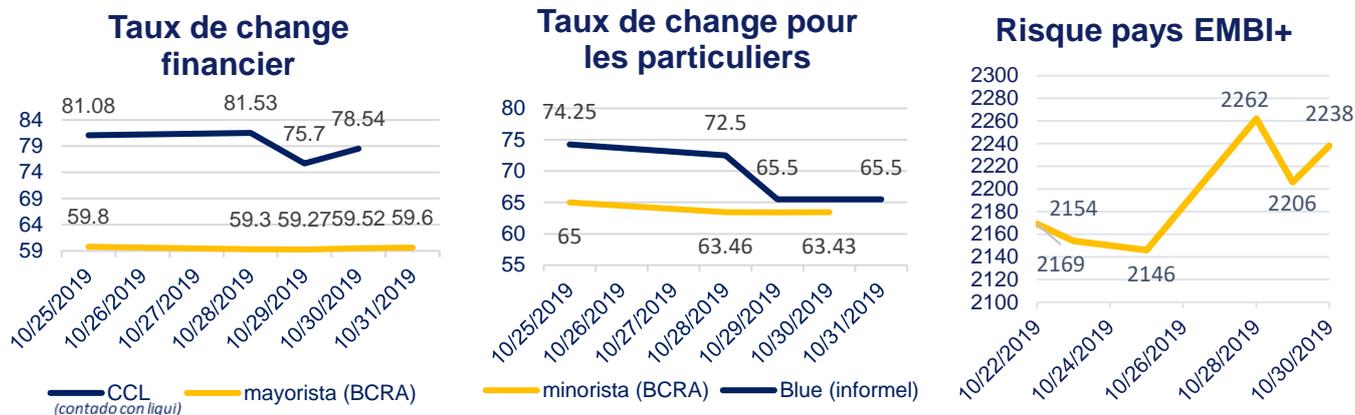
Uruguay

Elections présidentielles : un second tour opposera Daniel Martinez (*Frente Amplio*) et Luis Lacalle Pou (*Partido Nacional*)

Nestlé va lancer la première production de café Starbucks pour l'Amérique Latine en Uruguay

Le deuxième *data center* Google d'Amérique latine sera construit en Uruguay

Argentine



Le candidat d'opposition Alberto Fernandez élu dès le premier tour le 27/10 (Cristina Kirchner sera sa vice-présidente), réaction tempérée des marchés

Le ticket d'opposition kirchneriste (coalition *Frente de Todos*, péronisme de gauche) Alberto Fernandez - Cristina Fernandez de Kirchner a été élu dès le 1^{er} tour de l'élection présidentielle, le 27 octobre, avec 48,10% des suffrages exprimés (chiffres provisoires). L'écart avec le score du président Mauricio Macri, candidat à sa réélection, s'est élevé à 7,73 points, le ticket Mauricio Macri - Miguel Angel Pichetto ayant recueilli 40,37% des suffrages. L'analyse détaillée des résultats disponibles suggère (i) une très forte polarisation (les quatre autres candidats ont réuni en tout à peine 11,5% des voix environ) (ii), une fracture spatiale entre une Argentine productive et tournée vers les marchés extérieurs (victoire du président sortant Mauricio Macri dans les provinces de Córdoba (2^{ème} district électoral, 32 points d'avance), Santa Fe, Mendoza et dans la capitale Buenos Aires), et une Argentine plus déshéritée et tournée vers le marché intérieur (province de Buenos Aires – 37% de l'électorat argentin – singulièrement le *conurbano*, qui explique à lui seul 81,3% de l'écart entre les deux candidats ; provinces du nord-ouest et du nord-est argentin) et (iii) un certain rééquilibrage entre les différentes forces puisque la coalition macriste progresse de 9 sièges au Congrès (119 sièges sur 257), privant le *Frente de todos* de la majorité absolue (110 sièges, et autour de 124 avec ses alliés explicites, les partis régionaux).

La BCRA a resserré le contrôle des changes : cepo à 200 USD par personne et par mois

Dans la nuit suivant l'élection présidentielle, la Banque centrale a pris de nouvelles mesures pour garantir la stabilité financière lors de la période de transition politique. La limite d'achat de devises pour les particuliers a ainsi été réduite drastiquement, passant de 10 000 à 200 USD par mois (-98%).

La BCRA explique cette décision par l'importante demande de dollars et la volonté de préserver ses réserves de devises au cours de la période de transition.

Politique monétaire : baisse du taux directeur plancher et début de demantèlement des titres de la Banque centrale LELIQ

Le 29 octobre, la Banque centrale a annoncé que les LELIQ (instruments de contrôle de la liquidité ; bons émis par la Banque centrale) ne pourraient plus être comptabilisés comme réserves obligatoires auprès de la Banque centrale

pour les dépôts à vue à partir du 1^{er} novembre 2019 (mais pourront toujours être utilisées comme réserves obligatoires pour les dépôts à terme). Les banques pourraient donc ne pas renouveler les LELIQ couvrant les réserves obligatoires des dépôts à vue dans leur bilan, soit environ 20% du stock total de LELIQ (qui s'élevait à 779 Mds ARS au 25/10).

La BCRA a par ailleurs décidé un assouplissement des règles prudentielles, permettant aux banques commerciales d'augmenter leur exposition au secteur public (de façon à faciliter le financement de l'Etat dans les prochains mois).

Le 30 octobre, la BCRA a également annoncé que le plancher pour le taux directeur (taux des LELIQ) serait abaissé à 63% au mois de novembre (alors que le taux directeur est bloqué autour de son plancher actuel de 68% depuis le 11 octobre).

En tenant compte de la réduction du stock de LELIQ due à la baisse des taux et de l'augmentation de demande de liquidités pour se conformer aux normes de dépôts obligatoires (estimée à 154 Mds ARS), la BCRA annonce une cible d'augmentation de 2,5% de la base monétaire pour novembre, à 1584 Mds ARS.

Poursuite de la contraction du pouvoir d'achat des salariés au mois d'août : les salaires ont crû de +2,4% en g.m. (contre +4% pour l'IPC)

Selon les données publiées par l'INDEC, les salaires ont enregistré une hausse nominale de 2,4%, alors que les prix à la consommation ont augmenté de 4%, en g.m en août 2019, suite à la dépréciation du peso consécutive aux élections primaires. La dynamique des salaires nominaux ralentit donc, après avoir connu une hausse de 4,7% en g.m. au mois de juillet (contre une inflation de 2,2% en g.m.). En glissement annuel, la hausse des salaires (+42,4%) se situe 12,1 p.p. en deçà de celle de l'IPC (+54,5%).

Budget 2019 en hausse de 680 Mds ARS

Mardi, le gouvernement a augmenté par décret le budget public de plus de 680 Mds ARS pour la fin de l'année 2019, soit une hausse de 16% par rapport au budget initial de 4 170 Mds ARS. 45% de cette augmentation (308 Mds ARS) sera destiné au paiement de la dette publique, le reste étant affecté aux dépenses de l'ANSES (92 Mds ARS) et aux subventions des secteurs de l'énergie (80 Mds ARS) et du transport (18 Mds ARS). Ce besoin de financement sera couvert par l'émission d'un instrument de dette interne et venant à échéance en mars 2020.

Chili

Remaniement ministériel et mesures en réponse à la crise sociale

Le Chili vit depuis la semaine dernière une forte crise sociale, suscitée notamment par la privatisation exacerbée des services publics (système scolaire public et privé à deux vitesses, études supérieures payantes, dualité des systèmes de santé, régime de retraites par capitalisation) et une fiscalité peu redistributive. Le bilan est lourd avec 20 morts (dont, selon les autorités, 6 imputables aux forces de l'ordre, le solde étant majoritairement imputable aux incendies criminels déclenchés après le pillage de supermarchés). L'état d'urgence instauré depuis le 18 octobre a été levé le 28 octobre.

La mobilisation reste forte malgré le programme de mesures sociales annoncées par le président Piñera (cf. brèves de la semaine dernière), jugé insuffisant par les manifestants. Les organisations syndicales continuent d'appeler à la grève générale et les manifestations se sont poursuivies en début de semaine.

Le président a procédé à un remaniement d'une partie de son gouvernement touchant huit ministères, dont les portefeuilles de l'intérieur, du travail, de l'économie et des finances. S'agissant des portefeuilles économiques, Felipe Larrain (Finances) est remplacé par Ignacio Briones (doyen de l'université Adolfo Ibanez au Chili, ex-ambassadeur du Chili auprès de l'OCDE), alors que Juan Andrés Fontaine (Economie) laisse la place à Lucas Palacios (ex vice-ministre des infrastructures).

La chambre des députés a approuvé le projet de loi gelant le tarif de l'électricité jusqu'en décembre 2020 comme annoncé dans l'« agenda social d'unité nationale » proposé la semaine dernière par le président.

Le gouvernement est par ailleurs parvenu à un accord avec les concessionnaires d'autoroutes urbaines desservant Santiago pour n'augmenter le prix du télépéage qu'à concurrence de l'inflation, supprimant le pourcentage fixe de 3,5%.

Conséquences économiques de la crise sociale

Le président chilien a estimé l'impact des dégradations publiques à 350 MUSD, dont 300 MUSD pour le métro de Santiago. Le nouveau ministre des finances, Ignacio Briones, a déclaré que l'économie chilienne serait affectée par la crise sociale et qu'il serait nécessaire de réviser la prévision de croissance pour 2019. Selon JP Morgan, les projections de croissance 2019 se situent autour de 2,2%. En réaction, la bourse de Santiago a vu son indice de référence (IPSA) chuter de 5% ; de même, le cours du peso chilien a chuté de 19% face au dollar (à 725 CLP / 1 USD, soit le plus bas niveau du peso depuis novembre 2017). Enfin, en termes de risque pays, l'indice CDS de la dette souveraine chilienne à 5 ans a crû de 6,31 points de base (à 37,11 contre 30,80 fin septembre dernier).

Annulation de la COP25 à Santiago du Chili, qui était prévue du 2 au 13 décembre

Le 30 octobre, dans un contexte de fortes tensions sociales, le président Sebastian Piñera a annoncé renoncer à l'organisation de la COP25 (25^{ème} convention des parties à la CNUCC, Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique), qui devait réunir de l'ordre de 25000 participants (chefs d'Etat, ministres, délégués, société civile).

La COP25 pourrait être organisée *in extremis* à Bonn (siège de la CNUCC) ou ne pas avoir lieu. La COP26 est prévue à Glasgow en décembre 2020. L'avenir immédiat de la présidence de la COP est également en question, celle-ci étant actuellement détenue par Carolina Schmidt, ministre chilienne de l'environnement.

L'annulation du sommet de l'APEC (coopération économique Asie-Pacifique), prévu le 17 novembre, a également été annoncée dans la foulée.

Baisse du taux directeur à 1,75%

La Banque centrale a abaissé son taux directeur de 0,25 point de base pour faire face au ralentissement à court terme de l'activité du pays, paralysé par les récents événements. Dans le consensus de marché de septembre, les agents financiers avaient anticipé que la baisse du taux effectuée début septembre (établi à 2%) se poursuive en octobre. La prochaine réunion de politique monétaire aura lieu le 6 décembre, où la baisse des taux pourrait être poursuivie.

Hausse de 600 MUSD du déficit primaire

L'ancien ministre des finances, Felipe Larraín, a annoncé, juste avant son éviction du gouvernement, que les mesures prises par le président Sebastián Piñera mardi dernier (1,2 Md USD) seraient financées par la réaffectation des dépenses des ministères (440 MUSD) et l'augmentation des recettes fiscales des personnes à revenus élevés (160 MUSD). Le déficit budgétaire devrait néanmoins atteindre 600 MUSD supplémentaires, éloignant le gouvernement de son objectif d'atteindre un déficit public inférieur à 1,9% du PIB.

Paraguay

Conclusion d'un accord de libre-échange dans le secteur automobile

Pour la première fois, le Paraguay signe un accord de libre-échange bilatéral avec l'Argentine dans le secteur automobile. Cet accord prévoit l'élimination immédiate des droits de douanes pour les exportations argentines de pick-up et d'automobiles (contre 10%-15% avant l'accord). Le Paraguay sera en mesure d'accéder à un quota de 35 à 45 MUSD avec une règle d'origine qui passera de 40% à 47% d'ici 2025. Dans cette même dynamique, un accord avec le Brésil est en cours de négociation.

Projet de loi de finances 2020

La Commission bicamérale a transmis à la chambre des députés une version révisée du budget 2020, le réduisant de 10 MUSD par rapport au projet demandé par l'exécutif de 13,5 Mds USD. L'augmentation des salaires demandée par les fonctionnaires du pouvoir judiciaire, le ministère public, l'ANDE n'a pas été prise en compte. Le projet doit à présent être examiné par la chambre des députés, qui se prononcera dans les deux prochaines semaines, puis par les sénateurs.

Uruguay

Elections présidentielles : un second tour opposera Daniel Martinez (*Frente Amplio*) et Luis Lacalle Pou (*Partido Nacional*)

Le premier tour de l'élection présidentielle s'est tenu le 27 octobre. Après 15 années au pouvoir, la coalition *Frente amplio* (qui va de la gauche social-démocrate à l'extrême-gauche démocratique) arrive en tête du scrutin (Daniel MARTINEZ, 39,2%), mais a priori quasiment sans réserve de voix. Elle est suivie par le *Partido nacional* (droite classique, Luis LACALLE POU, 28,6%), le *Parti colorado* (centre-droit, libéral, Ernesto TALVI, 12,3%) et un nouveau parti, créé il y a quelques mois, *Cabildo Abierto* (droite conservatrice, proche des milieux militaires, Gustavo MANINI, 10,9%). Les deux candidats de droite non-qualifiés pour le second tour ayant appelé à voter pour M. LACALLE POU, une alternance semble envisageable, mais devra être confirmée le 24 novembre en fonction notamment de la qualité des reports de voix.

Les marchés ont accueilli sereinement le résultat du scrutin ; le peso s'est maintenu stable cette semaine par rapport au dollar US.

Fitch affirme dans une note récente que, quel que soit le résultat, le panorama budgétaire sera difficile, et que le plan de D. MARTINEZ (hausse des recettes fiscales grâce à des politiques de croissance) présente des risques au même titre que celui de L. LACALLE POU (réduire les dépenses publiques, au risque de provoquer une récession).

Quant à l'agence Moody's, elle estime que les deux candidats ont un programme économique relativement similaire (consensus sur l'ajustement fiscal à mener) et se montre confiante sur leur capacité à créer un consensus politique pour faire passer les réformes-clés.

Nestlé va lancer la première production de café Starbucks pour l'Amérique Latine en Uruguay

L'usine Nestlé installée en Uruguay depuis la fin de l'année 2018 devient la seule usine à produire du café Starbucks pour l'Amérique latine. Auparavant, le café Starbucks distribué en Amérique latine était produit aux Etats-Unis. L'investissement total du projet s'élève à 30 MUSD pour la construction de l'usine, les bureaux et les centres de distribution. Nestlé a également acheté une licence permettant la commercialisation des produits Starbucks en dehors de ses succursales.

La production de 500 tonnes de café la première année devrait atteindre 3 500 tonnes d'ici 3 ans. Les exportations se feront à partir du second semestre 2020 vers les marchés du Mexique et du Brésil, qui pour le moment se fournissent aux Etats-Unis.

Le deuxième *data center* Google d'Amérique latine sera construit en Uruguay

Google possède actuellement 13 *data centers* dans le monde, dont un seul en Amérique latine (situé au Chili).

Le projet s'implantera dans le département de Canelones, dans la zone franche *Parque de las Ciencias*. Les négociations avaient été entamées avec la visite de la ministre de l'industrie alors en fonction, Carolina Cosse, aux bureaux de Google aux Etats-Unis en 2017 puis en 2018, et poursuivies par le président Tabaré Vázquez.

En 2017, l'entreprise publique de télécommunications Antel avait inauguré sa ligne océanique Tannat connectant l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil à internet par câble de fibre optique (remplaçant l'ancien système utilisant le cuivre). Un *data center* avait également été inauguré par Antel en mai 2016. L'existence de ces infrastructures a participé à la décision d'implantation de Google.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenaosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova, Jeanne Ollivier, Marc Legouy, Laurent Charpin

Revu par : Bruno Ménat, Laurent Charpin

Version du 31 octobre 2019